

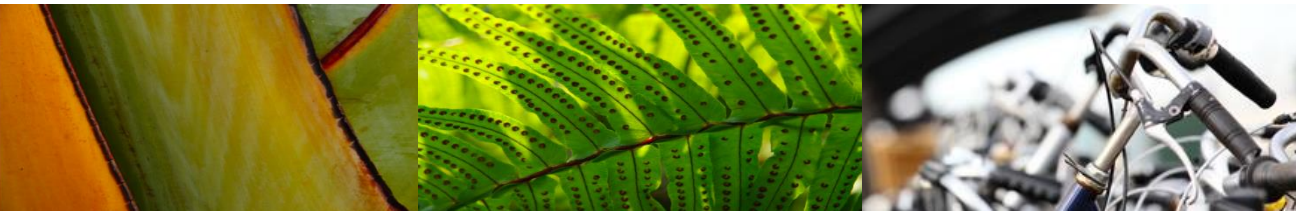
LA RSE EN ACTES

*ATELIER THÉMATIQUE 2 : LES OUTILS DE LA TRANSPARENCE
EXTRA-FINANCIÈRE ATTEIGNENT-ILS LEURS OBJECTIFS ? »*

Patrick JOLIVET

Administrateur d'ORÉE – Président du GT
Reporting RSE

17 novembre 2014





3 PRIORITÉS D' ACTIONS POUR UNE DYNAMIQUE ENVIRONNEMENTALE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Association multi-acteurs

Créée en 1992

Réflexion commune sur les meilleures pratiques environnementales à l'échelle des territoires



Biodiversité et économie



Economie circulaire

- ✓ *Eco-conception / Economie de fonctionnalité*
- ✓ *Recyclage/valorisation*
- ✓ *Ecologie Industrielle et Territoriale*



Reporting RSE
Ancrage local des entreprises



ORÉE EN CHIFFRES...

Plus de **20** ans

150 adhérents

3 priorités

5 Groupes de travail

4 Clubs Métiers

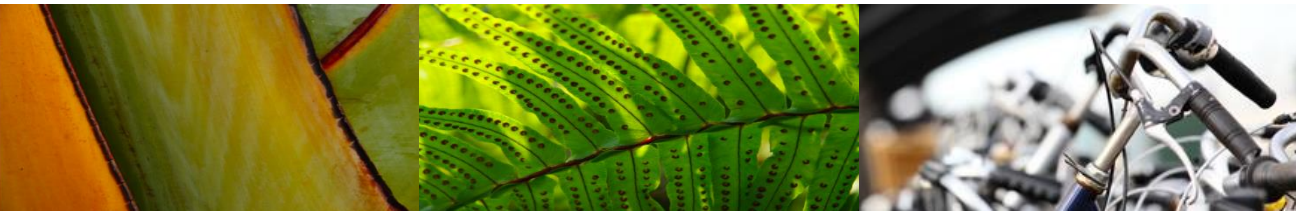
plus de **10 000** contacts en environnement

4 plateformes interactives

5 publications annuelles

8 permanents

Près de **10 000** visiteurs/mois sur **www.oree.org**



DEUXIÈME ANNÉE D'APPLICATION DU DISPOSITIF FRANÇAIS DE REPORTING EXTRA- FINANCIER

Bilan et perspectives

Rapport réalisé avec le soutien du Ministère de l'Écologie, du Développement
durable et de l'Énergie



PUBLICATION DE LA 2^{ÈME} ÉTUDE ORÉE

**Gwenaëlle Sevin,
Camille Saint Jean,**
ORÉE

Sous la direction de
Patrick Jolivet,
administrateur,
président du groupe de travail
Reporting et Affichage Environnemental



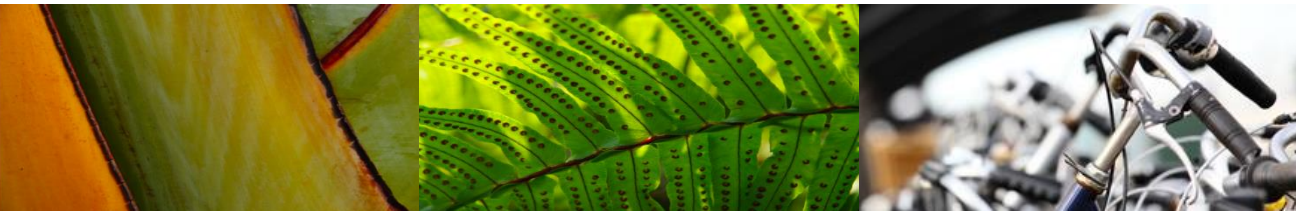
PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE : MÉTHODE

- **Qui est concerné par l'article 225 en 2013 ?**
 - Entreprises cotées
 - Entreprises non cotées (SA, SCA, SE)
 - Total du bilan ou montant net du CA > 400 millions d'euros
 - Nombre de salariés > 2000
- **Echantillon retenu pour l'étude :**
 - 15 premières capitalisations du CAC 40 (contre 20 en 2013)
 - 15 dernières capitalisations du SBF 120 (contre 20 en 2013)
 - 20 entreprises non cotées



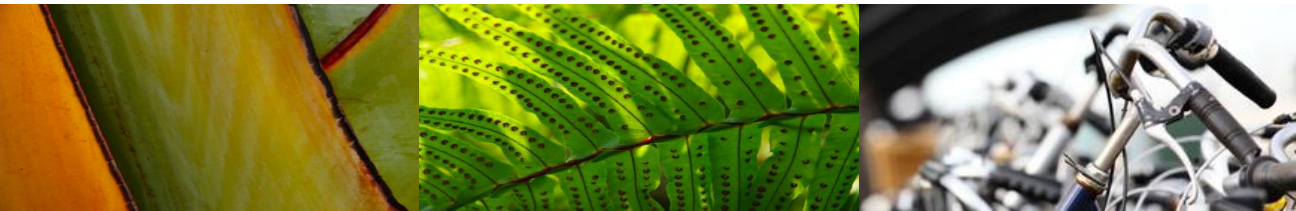
PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE : MÉTHODE

- **Analyse des rapports de gestion :**
 - Analyse du reporting : quelles informations sont-elles publiées ? Comment ?
 - Examen des 42 items (ou des 29 pour les non cotées) du décret qui ont été déployés en 54 items pour plus de précision.
 - Vérification des informations par un organisme tiers indépendant
- **Trois focus thématiques :**
 - Biodiversité
 - L'impact local des activités
 - L'intégration des critères RSE dans la chaîne d'approvisionnement
- **Analyse transversale:**
 - Synthèse globale des résultats
 - Principales évolutions
 - Pistes d'amélioration/préconisation sur le dispositif réglementaire actuel



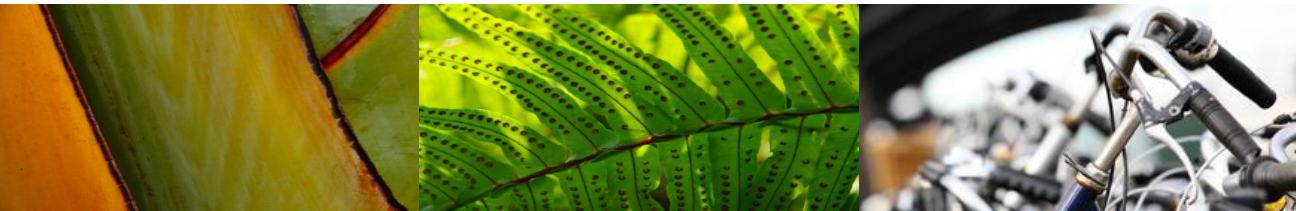
PRINCIPAUX RÉSULTATS

- Une amélioration générale du reporting 2013 / 2012
 - La **qualité** des réponses apportées augmente :
 - la proportion de réponses insatisfaisantes (NR+R Partiel) passe de 24% en 2012 à 19% en 2013 (*entreprises cotées*)
 - La proportion de réponses R quanti/quali est en (légère) augmentation
 - Les **périmètres** sont mieux détaillés (73% des entreprises du SBF120 présentent une note méthodologique spécifique, vs. 55% en 2012)
 - Le recours à l'O.T.I. se généralise pour la **vérification** des données
 - 100 % du CAC 40 (dont 80% ont recours aux commissaires aux comptes)
 - 93% des entreprises du SBF 120 (65% en 2012) (dont 73% ont recours aux commissaires aux comptes)
 - 75% des entreprises non cotées (dont 55% ont recours aux commissaires aux comptes)



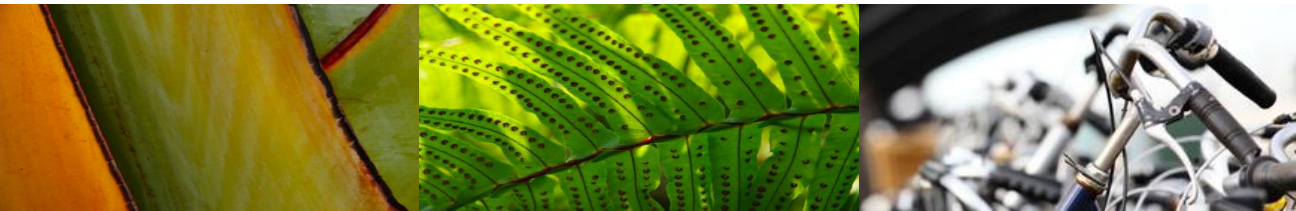
PRINCIPAUX RÉSULTATS

- **Une clarification des informations (notamment sociétales) demandées est nécessaire**
- **Une pédagogie autour du dispositif est indispensable pour les entreprises non cotées**
 - 6 entreprises (sur 20) n'ont pas appliqué le dispositif
 - 56% des réponses jugées « non satisfaisantes »
 - Un reporting qui va souvent au-delà des sujets exigés
 - 8 entreprises fournissent une attestation sur la sincérité de leurs données (alors qu'elles n'y étaient pas obligées)



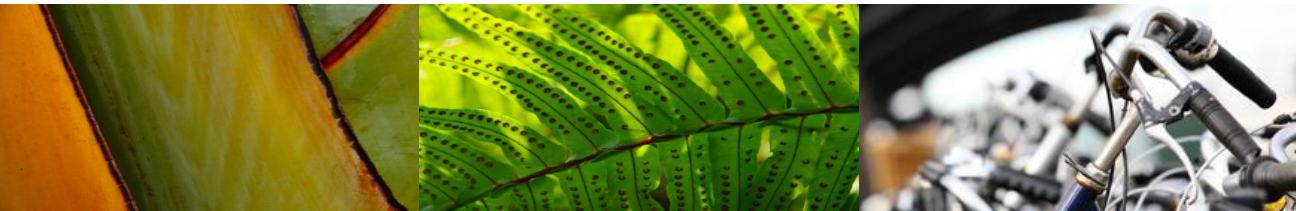
EN GUISE DE CONCLUSION : RECOMMANDATIONS

- Fournir des informations plus détaillées sur les items sociétaux : conditions du dialogue avec les parties prenantes, importance de la sous-traitance, actions engagées en faveur des Droits de l'Homme
- Utilisation du « comply or explain » (souvent moins utilisé dans les rapports 2013 sauf pour les entreprises du SBF 120) :
 - Réaliser un test de pertinence ou une matrice de matérialité en lien, par exemple, avec les principes de la GRI G4
 - Justifier de manière argumentée les omissions
- Réduire les informations non opposables : renseigner les items de façon plus précise en décrivant les actions menées ou soutenues par l'entreprise permettant ainsi aux parties prenantes de juger de la réalité des actions



EN GUISE DE CONCLUSION : RECOMMANDATIONS

- Permettre la comparabilité des périmètres de consolidation (inconstance des périmètres dans le temps et dans l'espace) :
 - Renseigner de manière systématique le périmètre de consolidation des données
 - Spécifier les informations par filiales dans le cas d'une consolidation des données par la société-mère
- Permettre la comparabilité des données RSE et l'homogénéité des réponses :
 - Travailler au sein des fédérations professionnelles à la publication de guides de *reporting* sectoriels ;
 - Veiller à la cohérence des méthodes de calculs des indicateurs
 - Permettre la comparabilité dans le temps
 - S'appuyer sur des référentiels internationaux comme ceux, par exemple, de la GRI G4
- Permettre une meilleure accessibilité des rapports de gestion pour les entreprises non cotées



Merci de votre participation!

PLUS D'INFORMATIONS SUR
WWW.OREE.ORG

42, RUE DU FAUBOURG POISSONNIÈRE
75010 PARIS

